

Grethen setzt auf Videoüberwachung

Henri Grethen will härter gegen VerkehrssünderInnen vorgehen. Der Transportminister kündigte am Mittwoch eine Reihe von Maßnahmen an. Dazu gehören neben Sensibilisierungsaktionen - zum Beispiel ein Seminar über Drogen am Steuer und eine Kampagne gegen Geschwindigkeitsübertretungen - verschärfte Sanktionen und mehr Polizeipräsenz auf Luxemburgs Straßen. Während die Polizei künftig mit Überwachungskameras auf Jagd nach RaserInnen gehen soll, würden auch die Alkoholkontrollen verstärkt. Eine Absenkung des Grenzwerts von derzeit 0,8 Promille sei allerdings nicht geplant, "obwohl eine europäische Harmonisierung auf 0,5 Prozent nicht an einem luxemburgischen Veto scheitern wird", erklärte Grethen, der zugleich zugab: "Der Punktführerschein hat nicht das gebracht, was wir uns erhofft hatten."

Unterdessen hält der Minister am Mobilitätskonzept der Regierung fest und argumentiert mit Expertenhilfe: In einer vergleichenden Studie des Büros "Basler und Partner" wird "mobilität.lu" positiver bewertet als das alternative "Bunn a Bus"-Projekt von Georges Schummer.

Massenausweisung aus Luxemburg

Bereits die fünfte so genannte freiwillige Rückführungsaktion ins ehemalige Jugoslawien fand am vergangenen Freitag statt. Dabei wurden 120 abgewiesene AsylbewerberInnen in die montenegrinische Hauptstadt Podgorica geflogen. Damit werde nicht nur die bisher geleistete Integrationsarbeit zunichte gemacht, erklärte die Asti, die in den kommenden Wochen weitere Abschiebungen erwartet. Noch nie zuvor seien so viele Luxemburgisch sprechende Menschen abgeschoben worden.

Schlechte Noten für Brasseur

Kaum ein gutes Haar hat die Gewerkschaft SEW/OGBL an der Rede der Unterrichtsministerin Anne Brasseur zur diesjährigen Rentrée gelassen. "Einfach nur viel lesen, reicht nicht", erklärte die SEW-Spitze Monique Adam und Guy Foetz zur neuen ministeriellen Priorität. Konkrete Ansätze zum Lesenlernen seien gefragt.

Dem viel beschworenen "partenariat" hält die Gewerkschaft die Wirklichkeit sowie die geplanten Gesetzentwürfe zur Organisation der Sekundarschule und der Primärschule entgegen. Von "echter Mitbestimmung" könne keine Rede sein. Für die Primarschulen fordert die Lehrergewerkschaft eine Beibehaltung der "comités de cogestion" auf Gemeindeebene, für die Lyzeen mehr Mitspracherechte der Lehrer statt eines weiteren Ausbaus der Entscheidungsbefugnisse der Direktionen.

Die Gewerkschaft zweifelte überdies die von Brasseur behaupteten Erfolge insbesondere im technischen Sekundarunterricht an. Der SEW stellte Zahlen aus einer bislang unveröffentlichten Studie des Bildungsministeriums vor, wonach 91 Prozent der SchülerInnen, welche die Primärschule erfolgreich absolviert haben, zu Hause luxemburgisch sprechen sollen.

Goerens visiert die Eins an

Auch wenn Zahlen nicht alles bedeuten, so bleibt die blau-schwarze Koalition dem Ziel, mittelfristig die Entwicklungszusammenarbeit auf ein Prozent des Bruttosozialproduktes anzuheben, treu. Dies erklärte Kooperationsminister Goerens anlässlich der Vorstellung des Entwicklungsberichtes zum Jahr 2002. 2004 werden die entsprechenden Budgetkredite sogar noch einen Zuwachs von 7,2 Prozent erfahren, also weit über der verfügbaren Budgetnorm von knapp zwei Prozent. Trotzdem wird auch die Luxemburger Entwicklungshilfe in den nächsten Jahren nicht so schnell wachsen wie gewohnt. "Klasse statt Masse" lautet deshalb die Devise. Die Zusammenarbeit mit den zehn "pays cibles" soll durch vierjährige Verträge verbessert, und die Professionalisierung der privaten Entwicklungsorganisationen, der ONGD, gefördert werden. Viel verspricht sich Goerens auch von den Veränderungen die es bei der Entwicklungsagentur "Lux-Development" gegeben hat. Die Quasi-Verstaatlichung erlaubt ein noch stärkeres Einbeziehen von "Luxdev" in die Identifizierung von förderungswürdigen Projekten, derweil dem frisch gebackenen neuen Direktor Raymond Weber ein Jahr Übergangsfrist gewährt wird, um das eher technokratisch-privatwirtschaftliche Image der Agentur in ein developmentpolitisches umzustülpen.

Rogers Delgado-Sáez a été arrêté et torturé pendant la dictature des militaires au Chili. Après sa libération, il est venu au Luxembourg. Trente ans après le coup d'Etat contre le gouvernement de Salvador Allende, il s'est persuadé qu'on ne pourra parler vraiment d'une réconciliation que quand il y aura une justice au Chili.

(photo: Christian Mosar)



CHILI

Conséquent, jusqu'à la fin

woxx: M. Delgado-Sáez, quel a été votre expérience personnelle du coup d'Etat au Chili en 1973?

Rogers Delgado-Sáez: Je viens d'une famille socialiste de Valdivia dans le sud du Chili. Mon grand-père était un des fondateurs du parti socialiste. Au moment du coup d'Etat, j'avais dix-huit ans. En tant que dirigeant des jeunes socialistes, je m'engageais beaucoup pour le gouvernement de Salvador Allende et pour l'"Unidad Popular". Tout de suite après le coup d'Etat, on est venu me chercher au lycée. Mais je n'étais pas là. Ils ont arrêté une quinzaine d'étudiants, tous entre dix-huit et vingt ans. Quelques jours plus tard, les militaires de la marine m'ont attrapé à la maison. Mes seules fautes étaient d'être socialiste, dirigeant du lycée et jeune. Après m'avoir torturé, ils m'ont libéré. Entre-temps, nous, les jeunes socialistes, nous avons essayé d'organiser la résistance. Le 2 novembre, ils sont revenus de nouveau pour m'arrêter ensemble avec d'autres membres du parti socialiste. Les militaires nous ont accusés de trahison à la patrie ... C'était connu sous le nom de "plan Z", le prétexte pour le coup d'Etat.

A partir du 2 novembre, jusqu'au 11 décembre 1973, j'étais dans un camp de concentration à Valdivia. Ensuite, ils m'ont transféré à la prison de Valdivia. Je suis resté là jusqu'au 15 septembre 1976. Au début, ils m'ont torturé de façon brutale, sans technique. On était torturé comme des bêtes. On a reçu des électrochocs, on nous obligeait de mettre la tête dans l'eau, ils nous pendaient par les pieds. Un ami, Victor Carreño, militant de la jeunesse socialiste, a été tué sous la torture, à mes côtés.

C'était l'époque à laquelle la répression était la plus forte. Ils voulaient exterminer toutes les idées de gauche.

Comment était-ce possible, pour vous, de partir du pays après votre libération?

"Amnesty International Luxembourg" m'a aidé. Les Luxembourgeois ont écrit des lettres. Le 16 septembre, je suis arrivé au Luxembourg, sans papiers, sans diplômes, sans certificats, avec un passeport qui disait "valable seulement pour quitter le Chili".

Je n'avais qu'une petite valise, que je n'ai pas défaire pendant six mois, parce que j'étais convaincu de rentrer au Chili d'un moment à l'autre. Mais le temps passait. Rien ne changeait. Après quelque temps, on s'est rendu compte que la situation allait durer. J'ai appris la langue française avec un ami d'"Amnesty International". Une autre personne m'a trouvé un boulot. Après quelques mois, j'ai décidé de faire mes études en électronique à Thionville.

Quand avez-vous pu rentrer au Chili pour la première fois?

En 1987 le gouvernement a commencé par sortir une liste des personnes qui pouvaient rentrer. J'étais sur cette liste, avec deux autres Chiliens qui vivaient au Luxembourg. Je pouvais aller à l'ambassade à Bruxelles pour récupérer un passeport chilien - et récupérer ma nationalité chilienne, parce qu'entre-temps j'avais été expatrié. La même année, je suis retourné et j'ai revu ma famille.

Qu'est-ce qui a changé après onze ans?

Une chose qui m'a frappé beaucoup était que les Chiliens n'avaient plus de joie. Les gens se méfiaient tout le temps. On parlait bien plus bas. Vous pouviez voir là la puissance des militaires et le fait qu'ils étaient les patrons. Et le peuple montrait sa peur. D'autre part, j'ai vu une évolution économique. Il y avait beaucoup plus de voitures. C'est devenu une véritable société de consommation et tout le monde pouvait emprunter de l'argent dans les banques.

Aujourd'hui on parle souvent d'une rupture dans la société chilienne. Est-ce que vous vous en rendez compte?

Oui. Surtout parce qu'il n'y a pas de justice aujourd'hui dans le pays. D'un côté, il y a les tortionnaires, qui ont torturé et tué les gens, et de l'autre, il y a les familles des assassinés, des disparus et des exilés.

Maintenant le gouvernement chilien veut augmenter les pensions pour les familles des victimes. En juillet, huit hauts militaires ont dit leur "mea culpa" pour les crimes du régime. Mais est-ce qu'on peut parler vraiment d'un changement maintenant?

Oui, on peut dire ça. Il y a un changement grâce à la lutte des familles des victimes. Les gouvernements post-Pinochet n'ont jamais eu la force, ni le courage, d'exiger justice et vérité sur les crimes commis pendant la dictature. C'était, en effet, le triste arrangement entre les militaires et une partie de l'opposition. Mais le peuple, celui qui avait lutté pendant des années, n'a jamais eu la possibilité de donner son avis.

Les premiers gouvernements, après la dictature, étaient menés par des démocrates-chrétiens, et le premier président, Patricio Aylwin, avait félicité les putschistes le même 11 septembre 1973.

Et qu'est-ce qui a changé avec le premier président socialiste depuis presque trente ans, Ricardo Lagos?

Il faut bien dire que le parti socialiste n'est plus le même. Il a perdu sa combativité. La répression fasciste a tué tous les grands dirigeants de gauche. Maintenant, ce sont des gens qui font des arrangements et des négociations avec la démocratie chrétienne. Lagos est président, mais pas comme Allende. Et il est socialiste, mais pas comme Allende.

Est-ce qu'on peut parler maintenant d'une réconciliation?

Je pense que ce sera très, très difficile de se réconcilier. Une chose qui me fait très mal, c'est d'être à Valdivia et de voir mes tortionnaires. Et on ne peut rien faire, parce qu'il y a une amnistie. On ne pourra vraiment parler de réconciliation que s'il y a de la justice au Chili.

Les militaires ont changé la société chilienne complètement. Qu'est-ce qui est resté des trois années du gouvernement Allende?

Allende était un homme noble. Son gouvernement voulait construire une nouvelle société. Ils n'ont jamais arrêté ni torturé quelqu'un. Allende voulait faire un plébiscite sur sa politique. Et il était conséquent jusqu'à la fin.

Est-ce qu'il n'y a pas aussi une certaine responsabilité de la gauche pour l'échec du projet Allende?

Je pense qu'on a fait des erreurs. Par exemple, on n'a pas pu rallier la classe moyenne. Avant le coup d'Etat, il n'y avait rien. Après, on pouvait tout avoir, parce que tout avait été caché par les commerçants. Les Etats-Unis ont une grande responsabilité dans ce coup d'Etat. Pour eux, le gouvernement Allende n'avait pas de droit à l'existence. Et les Américains ont tout fait contre lui. Le gouvernement des Etats-Unis a commencé à comploter contre le gouvernement démocratique d'Allende dès le 4 septembre 1970, jour de l'élection de Salvador Allende.

Le Chili est connu de nos jours comme un pays modèle, mais il sent aussi les conséquences de la crise économique mondiale. Comment voyez-vous le futur du Chili? Au sein des Etats-Unis ou dans le Mercosur?

Il y a actuellement une montée de la pensée de gauche. Et je crois que la puissance des Latino-Américains est celle de rester tous ensemble pour partager leurs richesses et pour lutter contre la pauvreté, qui est le centre de l'injustice sociale. En Argentine, le nouveau président Nestor Kirchner est plus juste, par exemple, que Lagos au Chili. Il a plus de courage politique et moral. Au Chili, Pinochet n'est pas touché. Au contraire, le gouvernement Chilien d'Eduardo Frei avait menti aux Européens en disant que Pinochet allait être jugé au Chili, une fois libéré à Londres.

J'espère que l'Union européenne deviendra une puissance économique, politique, morale, qui fera tout pour aider les nouvelles démocraties chiliennes à réaliser la pensée de Salvador Allende: que nos pays puissent être moins pauvres, que l'Amérique latine puisse profiter de ses richesses naturelles, le Chili de son cuivre, l'Argentine de ses terres. Voilà notre pensée.

Interview: Stefan Kunzmann